

L'École des maris. La cause des femmes

Au Niger, en Afrique de l'Ouest, des époux en sensibilisent d'autres sur les dangers d'interdire aux femmes la fréquentation des centres de santé et le planning familial. Des actions d'éducation populaire sont menées contre les mariages précoces. Et pour dépasser les normes sociales inculquées depuis des millénaires.

Zinder (Niger), envoyée spéciale.

Les deux fillettes rient en tournant autour du père, Abourouf Chéibou. La mère, Saratou Chéibou, sourit, attendrie par la douceur familiale. Le tapis multicolore sur lequel ils sont assis sert à la fois de salle à manger et de repos. Il est posé sur le sol sablonneux de la grande cour ouverte, devant la porte de l'unique pièce de la maison en argile.

L'harmonie enveloppe ce couple qui a trouvé un équilibre depuis que l'époux permet à sa bien-aimée d'user de son droit à la santé et à la fécondité maîtrisée. « Il accepte que je me rende au dispensaire », explique la jeune femme de vingt-neuf ans, avant de se précipiter dans la chambre et d'en revenir un livret de planification familiale à la main : « Je prends la pilule pour espacer les naissances », dit-elle, un brin intimidée. Saratou ne cache pas sa fierté de vivre auprès d'un homme « modèle », choisi par la communauté pour figurer parmi les membres de l'école des maris de Garin Malam, un quartier urbain dans la région de Zinder, au Niger, en Afrique de l'Ouest.

Ici, à quelques kilomètres du Nigeria, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a décidé, en 2007, d'expérimenter son concept d'école des maris censé accroître la fréquentation des centres de santé, jusqu'alors désertés par les femmes. L'étude de l'UNFPA avait révélé que l'obstacle provenait des maris, lesquels refusaient aux épouses de s'y rendre pour s'assurer de leur droit de « santé de reproduction ». « Dans notre société patriarcale, l'homme a le pouvoir de décision dans la famille. Nous avons donc décidé de faire de l'homme, le centre de notre stratégie », explique Issa Sadou, chargé de mission à l'UNFPA. « L'école des maris équilibre les rôles et les responsabilités entre les sexes dans le domaine de la santé. Il faut que les hommes changent de comportement sur ce plan, en commençant par permettre à leurs femmes d'aller aux centres de santé pour la planification familiale et les consultations pré et post-natalité. Tout repose sur les femmes, elles qui n'ont aucun pouvoir », poursuit-il.

Cette école n'accueille pas qui veut, elle sélectionne des maris dont le comportement et les connaissances dans le domaine de la santé de reproduction auront valeur d'exemple dans le quartier ou le village. En se transformant en époux modèles, ils éduquent à leur tour les hommes à dépasser les normes sociales inculquées durant des millénaires. L'école est un espace de réflexion et de décisions à l'échelle locale, régionale, nationale.

Abourouf Chéibou, tailleur de quarante-neuf ans, confie d'une voix posée se sentir « utile » depuis qu'il est membre de la symbolique école des maris. Sa benjamine sur les genoux, il évoque les « nombreux cas de femmes enceintes qui perdent beaucoup de sang en accouchant chez elles. J'ai même entendu à la radio l'appel au don du sang pour elles ». Son action, comme celles de l'ensemble des membres de l'école des maris, est entièrement bénévole, Abourouf ne compte pas son temps pour sensibiliser les hommes de sa communauté sur les « risques de laisser leurs femmes enceintes entre les mains des matrones et non entre celles des agents de santé ». Son épouse l'écoute, puis s'en va préparer le repas. Elle puise de l'eau d'une immense jarre, remplit la marmite qu'elle place sur le feu de bois installé dans la cour, qu'entourent des murs en argile. Les deux fillettes ne lâchent pas leur père.

Abourouf rejoint ses camarades de l'école afin d'évaluer la sensibilisation effectuée dans le quartier, en groupe sous les arbres à palabres ou dans les baptêmes et mariages. Tous les lieux de rencontre sont propices à ces « militants » pour défendre la cause des femmes, au moins inciter les hommes à modifier leur attitude et à devenir à leur tour des maris modèles. Souvent, les actions d'éducation populaire se mènent en utilisant les images fournies par l'ONG Songes : « Beaucoup d'habitants sont analphabètes, on passe donc par ces dessins compréhensifs », explique Hassan Maazou, le coordinateur régional de cette organisation partenaire de l'UNFPA. Et ça marche. Haouia Ado, la responsable du centre de santé du quartier, ouvre son registre, montre les chiffres qui en attestent : en 2013, près de 52 % des femmes sont allées au planning familial, contre 26 % trois ans plus tôt. « Je ne pensais pas que l'école des maris allait permettre

ce changement radical de la part des hommes, dont beaucoup faisaient souffrir les femmes à cause de la religion mal comprise », souligne l'infirmière en chef. Plus de 80 % de la population est de confession musulmane. La région de Zinder, la plus peuplée du Niger, avec 3 500 000 habitants (17 millions à l'échelle nationale), a été ciblée par l'UNFPA pour son faible taux d'indicateurs de fréquentation des centres de santé, le plus mauvais de toutes les régions. Alors que seulement onze écoles des maris existaient en 2007, elles sont aujourd'hui 210.

L'expérience s'est étendue à six autres régions du Niger et en comptabilise plus de 610, fin décembre 2013. « Nous allons sûrement fêter la millième école », sourit Issa Sadou, le « père » de cette stratégie qui fait faire un bond aux « indicateurs sur les principaux thèmes que sont la consultation pré et post-natale, l'accouchement assisté et la planification familiale », se réjouit Issa Sadou. Partout où les écoles des maris fonctionnent, les centres de santé enregistrent de forts taux de fréquentation. Dans la région de Zinder, dans celui de Bilmari, à Mirriah, le taux de couverture de la planification familiale est passé ainsi de 21 % en 2007 à 69 % en 2012. Le taux des accouchements assistés a progressé de 26 % à 51 % sur la même période.

Le concept d'école des maris repose sur « une approche endogène », commente Issa Sadou. Le cadre et les grandes lignes sont définis par l'UNFPA, lequel a investi plus d'un million de dollars en 2013. La mise en œuvre est entre les mains des habitants, des autorités coutumières, des chefs religieux, des associations, des personnels de santé, du ministère de la Santé, du ministère de la Population. Autant de partenaires qui forment une chaîne consolidant le changement de comportement des Nigériens à l'égard des femmes, soumises à des violences morales et physiques. Plus de 36 % des filles se marient avant l'âge de quinze ans. « Les gens prennent conscience que le vrai changement viendra d'eux-mêmes, analyse Issa Sadou. Le développement de notre pays est en train de jaillir des quartiers et des villages. » Les maris modèles restent au cœur de la stratégie.

Abourouf Chéibou est devenu un homme « respectable, quelqu'un que l'on écoute », dit-il pudiquement. Dans son quartier aux ruelles étroites, d'où émane une joyeuse cacophonie, il ne passe pas inaperçu. On le salue, on le hèle. Il se rend, ce jour-là, chez l'imam avec qui il collabore étroitement. Les enfants sortent de la demeure du religieux dont une grande partie de la cour est transformée en école coranique. Le Coran ouvert est posé sur la natte. Salifou Saldou, lunettes rondes accrochées à son nez, lit des versets et les commente à l'assemblée de la dizaine de maris modèles présents dont Abourouf. Tous écoutent respectueusement l'imam expliquer pourquoi « l'islam n'interdit pas la planification familiale ». Les prêches à la mosquée lui permettent « d'éduquer les musulmans à bien interpréter le Livre dans ce sens », souligne-t-il. La population nigérienne est majoritairement analphabète, y compris « en religion », note l'imam. Aucune évolution ne peut intervenir, au Niger, sans une lecture progressiste du Coran. D'autant que des forces conservatrices, tel le wahhabisme, profitent de l'ignorance pour inculquer « de mauvaises interprétations des préceptes religieux ». L'école des maris s'appuie sur « les marabouts éclairés qui adhèrent à notre conception des rapports entre les sexes », précise Moussa Adamou, directeur régional de la population. Des forums sont organisés en direction des marabouts pour que « nous soyons tous sur la même longueur d'onde par rapport au texte religieux », précise le directeur. Des rencontres annuelles se tiennent également, à l'initiative de l'UNFPA, avec la chefferie traditionnelle (voir ci-contre).

Doucement mais sûrement, cette révolution citoyenne métamorphose le Niger, l'un des pays les plus pauvres au monde. « Toute idée de changement est difficilement admise, surtout s'agissant de la maîtrise de la croissance démographique, souligne Moussa Adamou. Il faut un travail de longue haleine, minutieux. » L'école des maris a été adoptée, dans le cadre du plan gouvernemental sur la planification familiale 2013-2020, comme l'une des stratégies « les plus porteuses », indique Monique Clesca, responsable de l'UNFPA au Niger. « En dialoguant entre eux, les hommes changent de regard. Les femmes évoluent aussi. Et maintenant c'est toute la société qui est en train de changer », se réjouit-elle.

Sous les arbres à palabres ou dans les maisons, les « causeries » portent désormais, aussi, sur les risques des mariages et de grossesses précoces ou sur la scolarisation des adolescentes. « Quand nous avons conçu la démarche, nous ne pensions pas que cela allait soulever tous ces sujets », reconnaît Issa Sadou. Le mouvement ébauché au Niger entraîne déjà dans son sillage d'autres pays d'Afrique. Des écoles des maris sont désormais implantées en Sierra Leone, au Sénégal, en Gambie, en Guinée, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Une « fierté pour le Niger, une reconnaissance », souligne Monique Clesca.

Mina Kaci